

Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification  
Système d'examen des résultats et d'évaluation de la mise en œuvre  
Cinquième cycle de présentation de rapports, législature 2014-2015

# Rapport de CAMEROUN à titre de pays Partie touché



July 7, 2014

## Sommaire

### I. Indicateurs de résultats

- A. Objectif opérationnel 1 : Plaidoyer, sensibilisation et éducation
  - Indicateur CONS-0-1
  - Indicateur CONS-0-3
  - Indicateur CONS-0-4
- B. Objectif opérationnel 2 : Cadre politique
  - Indicateur CONS-0-5
  - Indicateur CONS-0-7
- C. Objectif opérationnel 3 : Science, technologie et connaissances
  - Indicateur CONS-0-8
  - Indicateur CONS-0-10
- D. Objectif opérationnel 4 : Renforcement des capacités
  - Indicateur CONS-0-13
- E. Objectif opérationnel 5 : Financement et transfert de technologies
  - Indicateur CONS-0-14
  - Indicateur CONS-0-16
  - Indicateur CONS-0-18

### II. Flux financiers

Annexe financière type

### III. Informations complémentaires

### IV. Soumission

## CONS-O-1

Nombre et importance des activités d'information organisées sur le thème de la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse (DDTS) et/ou des synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité, et public atteint par les médias abordant la question de la DDTS et des synergies DDTS

## Objectif général

Pourcentage de la population informée sur la DDTS et/ou les synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité

30 %

2018

## Contribution nationale à l'objectif général

Pourcentage de la population nationale informée sur la DDTS et/ou les synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité

0,15

2011

2013

2015

2017

2019

## Objectif national volontaire

Pourcentage de la population nationale informée sur la DDTS et/ou les synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité

%

Année

48

2013

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

## Activités d'information

Année	Nombre d'activités	Estimation du nombre total de participants
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	1250	800000
2013	1300	900000
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

## Produits médias et programmes de radio/télévision concernant ces événements

Année	Nombre	Estimation du public touché
2012	150	500000
2013	155	600000
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

## Sources d'information

MINEPDED, MINCOM, Conseil National de la Communication, Les presses publiques et privées

Radios communautaires, Télévisions nationale et privées, ...

Les OSCs et ONGs impliquées dans la gestion des ressources naturelles

## Évaluation qualitative

Votre pays dispose-t-il d'une stratégie nationale de communication consacrée à la DDTS et/ou aux synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité ?

Oui Non

## Objectif opérationnel 1 : Plaidoyer, sensibilisation et éducation

Fournissez le cas échéant toute information complémentaire (p. ex. concernant la mise en œuvre de la Stratégie globale de communication, les activités relatives à la Décennie des Nations Unies pour les déserts et la lutte contre la désertification, etc.) :

Il s'agit d'une stratégie d'Information, Communication et d'Éducation (ICE) reposant sur toutes les parties prenantes. La mise en oeuvre de cette stratégie se base sur le schéma organisationnel du PAN/LCD, à savoir: CN/LCD, Comités provinciaux, Communaux et Comités locaux.

- média de masse de large diffusion (presse, radio, TV, radio communautaires/locales
- théâtre pour sketches, crieurs publics,...
- dépliants, plaquettes, affiches, vidéo dialectique, bandes destinées, sketches et causeries éducatives, télévisions et radios rurales, séminaires d'information, les tables rondes et le site internet.
- les activités des projets:ABV, sahel vert,APA

## CONS-O-3

Nombre d'organisations de la société civile (OSC) et d'institutions scientifiques et technologiques (IST) participant aux processus liés à la Convention

## Objectif général

Une croissance régulière de la participation des OSC et IST aux processus liés à la Convention est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie.

Contribution nationale à l'objectif général : nombre d'OSC et d'IST impliqués dans des programmes/projets liés à la DDTS

Année	Nombre d'organisations de la société civile	Nombre d'institutions scientifiques et technologiques
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	100	20
2013	115	22
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Sources des informations : nom des CSO et des IST

Université de Ngaoundéré,
Green Safe (Association membre du CNC)
UICN (ONG membre du CNC)
GIC et Associations du Projet Sahel Vert (55), MINEPDED
GIC et Associations du Projet ABV (10), MINEPDED
GIC et Associations Projet Mangrove (5), MINEPDED
GIC et Associations Projet Jacinthe d'eau (3), MINEPDED
Institut Supérieur du Sahel
Institut National pour la Recherche Agronomique et le Développement (IRAD)
Université de Yaoundé I
Université de Dschang
Université de Douala
CRESA
Ecole des Eaux et Forêts de Mbamayo
Université de Maroua
ENSAI
Collèges régionaux d'agriculture
Université de Buéa
Université de Bamenda

Objectif national volontaire

Augmentation en pourcentage du nombre d'OSC et d'IST participant au processus de la Convention au niveau national, par exercice biennal

%

5

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

--

## Évaluation qualitative

Votre pays met-il en place des initiatives afin d'augmenter la participation des OSC et des IST aux projets et programmes liés à la DDTS ?

Oui Non 

Décrivez brièvement les actions menées à l'échelle nationale pour promouvoir la participation des OSC et des IST aux processus liés à la Convention.

-Intégration des OSC et IST comme membre du Comité National de Coordination (CNC) des activités de lutte contre la Désertification suivant l'esprit de l'Arrêté du Premier Ministre portant création du CNC.  
-Signature des conventions de collaboration avec les GICs producteurs de plants et de semences pour le reboisement.  
-Les OSC, IST et les GIC sont régulièrement impliqués dans les activités de DDTS.

## CONS-O-4

Nombre et type d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les organisations de la société civile (OSC) et les institutions scientifiques et technologiques (IST) dans le domaine de l'éducation

## Objectif général

Une croissance régulière du nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les IST dans le domaine de l'éducation est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie

Contribution nationale à l'objectif général : nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les IST dans le domaine de l'éducation

Année	Nombre d'initiatives des OSC	Nombre d'initiatives des IST
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	6	1
2013	10	1
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Sources des informations

Rapports d'activités de l'Association GREEN SAFE, et de l'ONG UICN
Mémoires de fin d'Études de l'Institut Supérieur du Sahel (Université de Maroua)
Contenu du programme de la filière Environnement de l'Institut du Sahel (Université de Maroua)

Objectif national volontaire

Augmentation en pourcentage du nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place dans le domaine de l'éducation par les OSC et les IST, par exercice biennal	%	40
--	---	----

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

Évaluation qualitative

Votre pays met-il en place des initiatives visant à augmenter le nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en œuvre par les OSC et les IST dans le domaine de l'éducation ?

Oui  Non

Décrivez brièvement les actions menées à l'échelle nationale pour augmenter le nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les IST dans le domaine de l'éducation.

<p>Dans ce domaine, il existe:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement des capacités des formateurs et des enseignants;</li> <li>- Renforcement de la sensibilisation aux problèmes de la DDTS à travers les projets "Sahel Vert" et "Bassin Versant de la Bénoué" du MINEPDED;</li> <li>- Validation de l'Etude portant sur l'Intégration de la problématique sur l'environnement et le changement climatique dans le cadre du Projet PACC Cameroun.</li> <li>-Signature des Conventions de collaboration entre le MINEPDED et les OSC, IST,...</li> </ul>
---

## CONS-0-5

Nombre de pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales ayant finalisé la formulation/ révision des programmes d'action nationaux, sous-régionaux et régionaux (PAN/PASR/PAR) alignés sur la Stratégie, en prenant en compte les informations biophysiques et socio-économiques, la planification et les politiques nationales, et les cadres d'investissement intégrés

## Objectif général

Pourcentage de pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales qui ont formulé/révisé un PAN/PASR/PAR aligné sur la Stratégie

≥ 80 %

2018

## Contribution nationale à l'objectif général

Votre pays a-t-il adopté un PAN aligné sur la Stratégie ?

Oui Non 

## Évaluation qualitative

Votre PAN est-il mis en œuvre ?

Oui Non 

Veillez répondre aux deux questions suivantes uniquement si votre pays n'a pas aligné le PAN sur la Stratégie

## Objectif national volontaire

Quand prévoyez-vous d'aligner votre PAN sur la Stratégie ?

2014-2015



2016-2017



2018-2019



No Plan Yet



Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

## Évaluation qualitative

Fournissez le cas échéant toute information supplémentaire (par ex. circonstances nationales affectant le processus d'alignement et de mise en œuvre du PAN).

Les ressources financières allouées par le PNUE n'ont pas été mobilisées à temps

## Sources des informations

Chaîne de suivi du processus PPBS (Document de planification Budgétaire, MINEPAT)

PAN/LCD de la République du Cameroun

ONU DP/DCP/CMR/1



## CONS-O-7

Nombre d'initiatives de nature à favoriser les synergies au niveau de la planification/programmation dans le cadre des trois conventions de Rio, ou nombre de mécanismes de mise en œuvre conjointe, à tous les niveaux

## Objectif général

Chaque pays Partie touché a mis en place soit un plan national conjoint, soit un ou des mécanismes fonctionnels pour assurer les synergies entre les trois conventions de Rio

2014

## Contribution nationale à l'objectif général

Des initiatives conjointes de planification/programmation dans le cadre des trois conventions de Rio ont-elles été mises en œuvre par votre pays au cours de la période considérée ?

Oui Oui, mais uniquement pour deux des conventions de Rio Non 

Existait-il des mécanismes opérationnels qui ont facilité la mise en œuvre conjointe des trois Conventions de Rio au cours de la période de référence ?

Oui Oui, mais uniquement pour deux des conventions de Rio Non 

Veuillez répondre aux questions suivantes si votre pays a mis en place un tel mécanisme ou initiative

## Évaluation qualitative

Si votre pays a mis en place des initiatives de nature à favoriser les synergies au niveau de la planification/programmation dans le cadre des trois conventions de Rio, précisez le type d'initiative(s) conjointe(s):

Évaluation des plans nationaux et identification des écarts de synergies Identification des secteurs et politiques nationaux susceptibles de bénéficier des synergies et de la coopération Révision des politiques nationales visant à renforcer la coopération et les synergies Renforcement des capacités institutionnelles et scientifiques et de la sensibilisation des parties prenantes concernées Autre 

## Évaluation qualitative

Si votre pays dispose de mécanismes de mise en œuvre conjointe, précisez le type de mécanisme(s)

Réunions périodiques entre les correspondants et les équipes de correspondants des conventions de Rio Un comité national de coordination pour la mise en œuvre des conventions de Rio Coordination au niveau national des synergies en matière d'établissement de rapports au titre des conventions de Rio Autre 

Fournissez le cas échéant toute information supplémentaire

Arrêtés créant le Comité National de lutte contre la Désertification, le Comité NBSAP et le COPIL PACC

Réunions de validation des rapports UNCCD, NBSAP et session des coordinations REDD+ et PACC

## Sources des informations

CONS-0-8

Nombre de pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales ayant mis en place et appuyé un système national/sous-régional/régional de suivi de la DDTS

Objectif général

Pourcentage des pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales communiquant des informations ayant mis en place et soutenu des systèmes de suivi national de la DDTS

≥ 60 %

2018

Contribution nationale à l'objectif général

Existe-il dans votre pays un système de suivi entièrement dédié à la DDTS ?

Oui Non 

Veillez répondre aux questions suivantes si votre pays n'a pas mis en place et appuyé des systèmes de suivi nationaux pour la DDTS avant la fin de la période de référence actuelle

Objectif national volontaire

Quand votre pays prévoit-il de mettre en place et d'appuyer un système national de suivi de la DDTS ?

2014-2015 2016-2017 2018-2019 No Plan Yet 

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

Sources des informations

  
  


Évaluation qualitative

Votre pays possède-t-il un système de suivi partiellement dédié à la DDTS ?

Oui Non 

Fournissez le cas échéant toute information complémentaire (par ex. difficultés majeures rencontrées, manière dont le système est appuyé, etc.) :

Systèmes de partage des connaissances

Dressez la liste de tout système pertinent de partage des connaissances sur la DDTS dans votre pays, en fournissant un lien Internet et une estimation du nombre annuel d'utilisateurs (ajoutez autant de lignes que nécessaire).

Nom du système :

Internet link:

Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:

**CONS-O-10**

Nombre de PAN/PASR/PAR révisés attestant que les facteurs déterminants de la DDTs et leurs interactions sont connus ainsi que l'interaction entre DDTs, changement climatique et biodiversité

**Objectif général**

Pourcentage de PAN/PASR/PAR révisés qui ont été soumis avec succès à une auto-évaluation qualitative.

≥ 70 %

2018

## CONS-0-13

Nombre de pays, d'entités sous-régionales et régionales communiquant des informations ayant entrepris de renforcer leurs capacités de lutte contre la DDTS sur la base de l'Auto-évaluation nationale des capacités (AENC) ou d'autres méthodologies et instruments

## Objectif général

Pourcentage des pays Parties affectés, des entités sous-régionales et régionales communiquant des informations qui mettent en œuvre des plans ou des programmes/ projets de renforcement des capacités entièrement dédiés à la DDTS

≥ 90 %

## Contribution nationale à l'objectif général

Votre pays met-il en œuvre des plans ou des programmes/ projets de renforcement des capacités entièrement dédiés à la DDTS sur la base de l'AENC ?

Oui Non 

Votre pays met-il en œuvre des plans ou des programmes/ projets de renforcement des capacités entièrement dédiés à la DDTS sur la base d'autres méthodologies et instruments visant à évaluer les besoins nationaux en matière de renforcement des capacités ?

Oui Non 

Fournissez toutes informations pertinentes relativement à la taille, la portée, l'efficacité et le statut des initiatives mises en place, ou d'autres informations complémentaires le cas échéant

## Sources des informations

  
  


## Objectif national volontaire

Si, au moment de la présentation du rapport, il n'existe pas de plans, de programmes ou de projets de renforcement des capacités entièrement dédiés à la DDTS dans votre pays, quand ce dernier prévoit-il de les mettre en place ?

2014-2015 2016-2017 2018-2019 Pas encore de plan 

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

## Évaluation qualitative

Votre pays a-t-il évalué les besoins en matière de renforcement des capacités pour lutter contre la DDTS ?

Oui Non 

Votre pays a-t-il bénéficié d'une assistance technique et/ou financière afin de renforcer ses capacités dans le cadre de la lutte contre la DDTS ?

Oui Non 

Dans l'affirmative, de la part de quelles institutions et quel type d'assistance a-t-il été fourni ?

Financière      Technique

Secrétariat de la CNULCD

Mécanisme mondial

Fonds pour l'environnement mondial

Agences bilatérales

Autres organisations multilatérales

CONS-O-14

Nombre de pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales dont les cadres d'investissement, établis conformément à la stratégie de financement intégrée (SFI) définie par le Mécanisme mondial (MM), ou conformément à d'autres SFI, sont conçus de manière à avoir un effet de levier sur les ressources nationales, bilatérales et multilatérales pour lutter contre la DDTS

Objectif général

Pourcentage de pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales communiquant des informations qui ont développé des cadres d'investissement intégrés (CII)

≥ 50 %

2014

Contribution nationale  
à l'objectif général

Votre pays dispose-t-il d'un cadre d'investissement intégré ?

Oui Non 

Fournissez le cas échéant toute information complémentaire (par ex. le CII est-il articulé autour du PAN, financement non-traditionnel et innovant ciblé par le CII, aperçu des progrès réalisés dans la mise en place du CII dans votre pays, assistance pour le développement ou la mise en place du CII reçue du MM ou d'autres partenaires de développement, etc.)

-Le CII du Cameroun est orienté vers la Gestion Durable des Terres;  
-Il prend en compte l'esprit du PAN dans son objectif de mise œuvre;  
-Il tient compte de l'accompagnement au développement et a été entièrement appuyé par le MM.

Sources des  
informations

Document de Stratégie Intégrée de Financement de la Gestion Durable des Terres au Cameroun (MM)

Cadre d'Investissement Intégré pour la Gestion Durable des Terres au Cameroun (MM)

PAN/LCD Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable

## CONS-O-16

Degré d'adéquation, d'à-propos et de prévisibilité des ressources financières mises à disposition par les pays Parties développés pour lutter contre la DDTs

Évaluation de l'aide bilatérale reçue pour la mise en œuvre de la Convention et de sa Stratégie au cours de la période de référence

Adéquation de l'aide bilatérale reçue	Adequate	<input type="checkbox"/>
	Plutôt adéquate	<input type="checkbox"/>
	Inadéquate	<input checked="" type="checkbox"/>
À-propos de l'aide bilatérale reçue	Appropriée	<input type="checkbox"/>
	Plutôt appropriée	<input type="checkbox"/>
	Inappropriée	<input checked="" type="checkbox"/>
Prévisibilité de l'aide bilatérale reçue	Prévisible	<input type="checkbox"/>
	Plutôt prévisible	<input type="checkbox"/>
	Imprévisible	<input checked="" type="checkbox"/>

Fournissez toute information complémentaire (par ex. information complémentaire concernant d'autres aspects que ceux mentionnés ci-dessus qui ont un impact sur la planification adéquate et la mise en œuvre efficace de la Convention dans votre pays, etc.)

Évaluation qualitative

Votre pays a-t-il bénéficié d'une assistance pour l'obtention de financements de la part de donateurs bilatéraux ? Oui  Non

CONS-0-18

Montant des ressources financières et type de mesures d'incitation ayant facilité l'accès aux technologies par les pays Parties touchés

## Objectifs généraux

Une croissance régulière des ressources financières attribuées pour faciliter l'accès aux technologies par les pays Parties touchés est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie

Une croissance régulière du nombre d'incitations économiques et politiques communiquées dans des rapports est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie

Contribution nationale à l'objectif : estimation du montant des ressources financières attribuées pour faciliter l'accès aux technologies

Année	Monnaie	Montant
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	USD - US Dollar	0
2013	USD - US Dollar	0
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Votre pays a-t-il mis en place des mesures d'incitation économiques et politiques pour faciliter l'accès aux technologies ?

Oui Non 

Sources des informations

DSCE
PAN/LCD
PNACC
NBSAP

Objectifs nationaux volontaires

Pourcentage d'augmentation des ressources financières attribuées pour faciliter l'accès aux technologies pour une année déterminée

%

Année

0

2013

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

--

Évaluation qualitative

Fournissez le cas échéant toute information complémentaire (par ex. un bref aperçu des aspects spécifiques et de la nature du transfert de technologies dans votre pays, des aspects nécessitant un transfert de technologies accru, etc.)

--

## Identification

**Code d'identification** Précisez le Code d'identification (CI), le numéro ou l'acronyme attribué à l'activité financée (si connus)

LCB-NREE
----------

**Désignation de l'activité financée** Précisez le nom ou le titre de l'activité, du projet, du programme, de l'organisation ou de l'initiative

Nom du programme : Programme régional pour la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles et l'efficacité énergétique dans le Bassin du Lac Tchad (LCB-NREE) Nom du projet : Gestion Durable des Terres
--

## Données de référence

**Pays, sous-région et région bénéficiaires** Précisez le nom du/des pays, sous-région(s) ou région(s) où l'activité est ou sera mise en place. Inscrivez « Mondial » si l'activité est à l'échelle mondiale ou si elle n'a pas de frontières géographiques spécifiques

Catégorie	Emplacement
Subregion	Central Africa

## Situation

Indiquez la situation de l'activité au moment de la soumission de ce formulaire

Convenue

Proposée

En cours

Achevée

## Cofinancement

Source	Monnaie	Montant
BAD	USD - US Dollar	22280000
GEF	USD - US Dollar	1620000



## Type de financement

Indiquez les instruments utilisés pour financer l'activité

- Don
- Prêt (commercial)
- Prêt (concessionnel)
- Ouverture de crédit
- Échange de créances/allégement de la dette
- Financement commun
- Appui sectoriel
- Fonds souverain
- Paiements pour Services Environnementaux (PSE)
- Financement axé sur les résultats
- Prise de participation
- Capital-risque
- Transferts de fonds
- Produits dérivés
- Placements mixtes
- Investissements à impact
- Microcrédit
- Obligations
- Assurance
- Hypothèques/garanties
- Garanties de marché
- Autre

## Classification

## Marqueurs de Rio

Attribuez le Marqueur de Rio pour la désertification approprié à l'activité financée (cochez seulement l'une des cases ci-dessous)

- |        |                            |                            |                                       |                            |
|--------|----------------------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------|
| CNULCD |                            | 1 <input type="checkbox"/> | 2 <input checked="" type="checkbox"/> | 3 <input type="checkbox"/> |
| CCNUCC | 0 <input type="checkbox"/> | 1 <input type="checkbox"/> | 2 <input type="checkbox"/>            |                            |
| CDB    | 0 <input type="checkbox"/> | 1 <input type="checkbox"/> | 2 <input type="checkbox"/>            |                            |

Code d'activité  
pertinent (CAP)

Code d'activité Indiquez tous les CAP pouvant s'appliquer à l'activité financée

Gestion des connaissances

- Recherche
- Campagnes d'information
- Plaidoyer/Intégration
- Comptabilisation du capital naturel
- Suivi de la dégradation des terres
- Présentation de rapports

Activités habilitantes

- Renforcement des capacités
- Gouvernance et institutions
- Politiques, stratégies and réglementations
- Évaluation économique de l'utilisation/des modifications d'affectation des terres
- Incitations et mécanismes de marché
- Mobilisation des ressources
- Aide au développement

Prévention de la dégradation des terres

- Adaptation au changement climatique
- Préservation des ressources naturelles
- Amélioration de la résilience des écosystèmes
- Gestion durable des terres et des ressources naturelles
- Production durable
- Consommation durable

Restauration et récupération

- Boisement/reforestation pour la fixation du carbone
- Réhabilitation des écosystèmes
- Reconstruction/réhabilitation des infrastructures
- Restauration/récupération des terres
- Mesures d'urgence
- Opérations de délocalisation/de sauvetage/de secours

Objectifs stratégiques  
et opérationnels visés

Indiquez quel objectif stratégique et/ou opérationnel de la Stratégie est visé par l'activité financée

- Objectif stratégique 1 : conditions de vie des populations touchées
- Objectif stratégique 2 : condition des écosystèmes touchés
- Objectif stratégique 3 : bénéfiques à l'échelle mondiale
- Objectif stratégique 4 : mobilisation des ressources et instauration de partenariats
- Objectif opérationnel 1 : plaidoyer, sensibilisation et éducation
- Objectif opérationnel 2 : cadre politique
- Objectif opérationnel 3 : Science, technologie et connaissances
- Objectif opérationnel 4 : renforcement des capacités
- Objectif opérationnel 5 : financement et transfert de technologies

Add new 'Unified financial annex' full section

## Problèmes liés à la procédure de rapport

## Ressources financières

Votre pays a-t-il disposé de suffisamment de ressources financières pour respecter les obligations de rapport de la CNULCD ? Oui  Non

Veillez fournir une estimation du montant investi sur le budget national de votre pays au cours du présent processus de rapports de la CNULCD

Année	Monnaie	Montant
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	USD - US Dollar	2500
2013	USD - US Dollar	3000
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

## Ressources humaines

Veillez fournir une estimation du nombre de personnes de votre pays impliquées dans le processus de rapports de la CNULCD, et du nombre total de mois consacrés par ces personnes à ce processus

Année	Nombre de personnes	Nombre de mois
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	15	1
2013	10	1
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

## Connaissances

Votre pays a-t-il disposé de suffisamment de connaissances techniques et scientifiques pour satisfaire aux obligations de rapport de la CNULCD ? Oui  Non

## Coordination

La coordination à l'échelle nationale avec les ministères d'exécution compétents a-t-elle été satisfaisante pour présenter des rapports de manière complète et cohérente ? Oui  Non

## Participation et consultation

Une approche participative ou consultative a-t-elle été mise en place pour impliquer toutes les parties prenantes à la procédure de rapport ? Oui  Non

## Validation

Une réunion de validation a-t-elle été organisée dans le cadre de la procédure de rapport ? Oui  Non

## Processus sous-régionaux et régionaux

Votre pays a-t-il coopéré avec les entités chargées de la préparation des rapports sur le programme d'action sous-régional et régional ? Oui  Non

Adaptation des demandes spécifiques des décisions de la Conférence des Parties

Rapport sur certaines demandes spécifiques à la COP : processus itératif relatif aux indicateurs

Ne cochez les cases que si vous avez rencontré des problèmes lors de la présentation de rapports sur un ou plusieurs indicateurs de performance. En le faisant, cochez la case du ou des critère(s) e-SMART correspondant au problème rencontré.

	Économique	Spécifique	Mesurable	Réalizable	Pertinent	Limité dans le temps
CONS-0-1	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-3	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-4	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-5	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-7	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
CONS-0-8	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-10	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-13	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-14	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-16	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-18	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Autres problèmes nationaux

Votre pays est-il confronté à tout autre problème spécifique à porter à l'attention de la Conférence des Parties ? Oui  Non

Dans l'affirmative, veuillez préciser à laquelle des catégories générales suivantes il appartient

- Cadre politique, législatif et/ou institutionnel
- Renforcement des capacités et sensibilisation
- Suivi et évaluation/recherche de la désertification/dégradation des terres et sécheresse et de la gestion durable des terres
- Mobilisation du financement/des ressources
- Gestion des connaissances et soutien décisionnel
- Participation, collaboration et réseautage
- Procédure de présentation de rapports et d'examen
- Autre

S'il vous plaît décrire ci-dessous:

Le cadre global de compréhension de la problématique liée à la désertification est bien cerné. La mise en œuvre est initiée. Cependant, il est nécessaire de renforcer ce cadre notamment en renforçant les capacités des parties prenantes qui pourrait améliorer une bonne maîtrise de la problématique par la sensibilisation. De plus, pour les projets initiés dans le cadre de la mise en œuvre du PAN/LCD, un système de suivi/évaluation doit être mis en place; cela pourra permettre de réorienter les stratégies que pourront accompagner les institutions de recherche. Cela pourra générer des ressources et renforcer la collaboration avec les structures de financement et les autres pays parties.

## Submission form

Nom de l'agent chargé du rapport	Dr BRING
Date de soumission	07/07/2014
S'il vous plaît, entrez votre adresse e-mail d'autoriser cette présentation	bringchristophe@yahoo.fr
Nom de l'ordonnateur	HELE PIERRE
Date d'autorisation	07/07/2014
S'il vous plaît, entrez votre adresse e-mail d'autoriser cette présentation	bringchristophe@yahoo.fr